

M|e|s|u|r|e|.

Prenez notre temps.

AU SOMMAIRE

- 02 **Lueurs** — Budapest, Évian, la Lusace, l'alcool
- 03 **L'essentiel du monde** — le Venezuela, le Royaume-Uni, la Colombie
- 04 **À nos portes** — Ebola, le Panthéon, le logement, le corps
- 05 **Comment va la planète** — TotalEnergies, l'Albanie
- 06 **Sciences & idées** — l'institut Arnault, la ping-thérapie
- 07 **Culture** — Marc et Simonne Bloch
- 08 **Sport & exploits** — l'ombre du Mondial, le Cap-Vert
- 09 **La Mesure de la semaine**
- 10 **À propos**

À LA UNE DE CE NUMÉRO

Deux Bloch au Panthéon

Le 23 juin, Marc Bloch — historien et résistant fusillé en 1944 — et Simonne, son épouse longtemps effacée, sont entrés au Panthéon. L'un a fait de la preuve une méthode et en est mort ; l'autre y entre par un cénotaphe, tombeau sans corps. Deux manières de rappeler que reconnaître, c'est d'abord nommer juste.

NOTE DE LA RÉDACTION

Nous avions prévu de consacrer notre analyse de la semaine une nouvelle fois à la canicule. À la réflexion, le sujet nous est apparu trop vaste, et trop lourd de conséquences, pour être traité dans ce format : nous lui consacrerons un hors-série au mois de juillet.

Lueurs

Quatre choses qui ont aussi eu lieu cette semaine.

A. BUDAPEST RESPIRE

Pour la première fois depuis seize ans, la Marche des fiertés de Budapest a défilé sans avoir à braver le pouvoir. En avril, Viktor Orbán a été battu dans les urnes par Péter Magyar ; ce 27 juin, des dizaines de milliers de personnes ont traversé la capitale hongroise, sous une chaleur de 38 °C, là où les éditions précédentes se tenaient dans la défiance d'un État qui avait multiplié les lois anti-LGBT. Les textes hérités de l'ère Orbán ne sont pas encore abrogés ; la rue, elle, a déjà changé d'air.

Sources : AFP ; franceinfo ; Amnesty International Hongrie.

B. UN VIOLON DE 500 PLACES

À Évian, une salle de cinq cents places entièrement vouée à la musique de chambre, La Source Vive, a été inaugurée le 24 juin sous la direction artistique de Renaud Capuçon. Une conque de cuivre surgie de la forêt, au-dessus du Léman, conçue par les architectes Patrick Bouchain — déjà auteur de la voisine Grange au Lac — et Philippe Chiambareta, et intégralement financée par la mécène Aline Foriel-Destezet, qui la veut ouverte à toutes les générations. Un lieu construit non pour le rendement, mais pour l'écoute.

Sources : Classica ; ClassiqueNews ; RTS ; site officiel Les Mélèzes / La Source Vive.

C. QUAND LA MINE DEVIENT LAC

En Lusace, entre Berlin et Dresde, d'anciennes mines de lignite à ciel ouvert — parmi les plus dévastatrices d'Europe du temps de la RDA — forment désormais le plus grand paysage lacustre artificiel du continent. Cet été 2026 marque une étape : cinq lacs nés des cratères miniers, dont celui de Senftenberg, sont reliés par des canaux navigables. Là où l'on arrachait le charbon, on se baigne et l'on navigue, et l'eau ainsi stockée aide même à amortir les sécheresses. La métamorphose n'est pas immaculée — le remplissage puise dans les rivières, les sols restent à désacidifier, et l'Allemagne n'éteindra ses dernières mines de la région qu'à l'horizon 2038. Mais le geste est là : un territoire saccagé qui réapprend, lentement, à vivre.

Sources : Tourismusverband Lausitzer Seenland ; société publique LMBV ; Euronews.

D. ON TRINQUE MOINS

Pour la première fois, la canicule a conduit la préfecture de police de Paris à interdire, par arrêté du 25 juin, la consommation d'alcool sur la voie publique le temps du pic — l'alcool aggravant la déshydratation. Mesure ponctuelle, mais qui rejoint une tendance de fond autrement plus durable, et heureuse : la France, pays du vin, boit de moins en moins. Les volumes mis en vente ont reculé de près de 6 % en 2024, sous la barre des dix litres d'alcool pur par habitant — contre plus de treize au tournant des années 2000 — et, à seize ans, les jeunes Français boivent désormais moins que la moyenne européenne. La sobriété ne règle pas tout : l'alcool reste lié à quelque 41 000 décès par an. Mais le mouvement, lui, est net — et, canicule ou pas, on se tourne un peu plus vers l'eau.

Sources : arrêté préfectoral n°2026-00794 (25/06) ; OFDT, bilan alcool 2024 ; enquête ESPAD 2024.

L'essentiel du monde

Le tour du vaste monde, en quelques signes.

A. VENEZUELA — UN SÉISME MEURTRIER, UN BILAN QUI S'ALOURDIT

Le 24 juin, un double séisme — magnitude 7,2 puis 7,5 à trente-neuf secondes d'intervalle, selon l'USGS — a frappé l'ouest du Venezuela, épicentre près de San Felipe, dans l'État d'Yaracuy, à environ 200 kilomètres de Caracas. C'est le plus puissant tremblement de terre qu'ait connu le pays depuis 1900, survenu un jour férié, quand beaucoup étaient chez eux. Au dernier bilan officiel, le 30 juin, il avait fait au moins 1 719 morts et plus de 5 000 blessés ; l'ONU recense quelque 50 000 personnes portées disparues et redoute un bilan plus lourd encore. L'État de La Guaira, sur la côte, est le plus dévasté. Une aide internationale s'est déployée — les États-Unis, la France (85 secouristes) et une trentaine de pays —, dans un pays au système de santé exsangue dont la présidente par intérim, Delcy Rodríguez — au pouvoir depuis la capture du président Maduro par un raid américain en janvier —, est critiquée pour la lenteur de la réponse. [VERROUILLAGE] Bilan en forte évolution — réactualiser le matin de la parution.

Sources : USGS ; autorités vénézuéliennes ; ONU ; AFP.

B. ROYAUME-UNI — STARMER S'EN VA

Keir Starmer a annoncé le 22 juin sa démission de Premier ministre et de chef du Parti travailliste, moins de deux ans après son arrivée au pouvoir. Il restera en fonction le temps que le Labour désigne son successeur — les candidatures s'ouvrent le 9 juillet, pour une élection attendue d'ici septembre. La chute tient à une fronde interne (près d'un quart des députés réclamaient son départ), à une lourde déroute aux élections locales face à Reform UK et à une série de scandales ; elle a été précipitée par l'entrée au Parlement, le 19 juin, de son rival Andy Burnham, maire du Grand Manchester et grand favori pour lui succéder.

Sources : Press Association ; presse britannique.

C. COLOMBIE — UNE ÉLECTION SUR LE FIL

Le Conseil national électoral a certifié, le 24 juin, la victoire au second tour (disputé le 21 juin) d'Abelardo de la Espriella, avec 49,7 % des voix contre 48,7 % à Iván Cepeda — un écart d'à peine 250 000 suffrages, le plus serré de l'histoire récente du pays. Avec près de treize millions de bulletins, de la Espriella devient le candidat le plus voté de l'histoire colombienne. Cepeda a reconnu sa défaite ; l'investiture est prévue le 7 août. Avocat millionnaire et novice en politique, le vainqueur est rangé par la presse à l'extrême droite et a été ouvertement soutenu par Donald Trump.

Sources : Conseil national électoral colombien (CNE) ; France 24 ; AFP.

À nos portes

La semaine française, à hauteur de pays.

A. EBOLA : UN PREMIER CAS EN FRANCE

Le 24 juin, le ministère de la Santé a confirmé l'identification, en métropole, du premier cas de maladie à virus Ebola jamais diagnostiqué sur le sol français : un médecin de retour de République démocratique du Congo, où sévit une importante épidémie. Le patient a été isolé dès son arrivée et transféré à l'hôpital dans des conditions sécurisées ; une enquête recherche les cas contacts, soumis à un isolement de vingt et un jours. Il ne s'agit pas d'une circulation du virus en France — en 2014, deux malades avaient déjà été soignés ici, mais diagnostiqués à l'étranger — mais d'un cas importé, aussitôt pris en charge. En RDC, l'OMS faisait état à la mi-juin de près de 900 cas et de plus de 230 morts, un bilan vraisemblablement sous-estimé.

Sources : ministère de la Santé (communiqué du 24/06) ; AFP ; OMS.

B. DEUX CERCUEILS AU PANTHÉON

Marc Bloch et son épouse Simonne sont entrés au Panthéon le 23 juin. L'historien y est inhumé ; Simonne, dont le corps fut incinéré sous un faux nom puis dispersé, y est honorée par un cénotaphe. (Le portrait de l'un et de l'autre, ainsi que la bataille de mémoire qui a entouré la cérémonie, sont traités en pages Culture.)

Source : Élysée (communiqué officiel).

C. ROUVRIER LES PASSOIRES, OUBLIER LES BOUILLOIRES

Présenté en Conseil des ministres le 24 juin, le projet de loi « relance et décentralisation du logement » autorise la remise en location des logements classés F et G — interdits à la location depuis l'entrée en vigueur progressive de la loi Climat — à condition que le propriétaire s'engage dans des travaux effectifs : contrat signé et acompte versé, dans un délai de trois ans pour les maisons individuelles, cinq ans pour les copropriétés. Quelque 700 000 logements sont visés. Le texte s'inscrit dans une séquence où le diagnostic de performance énergétique a déjà été redéfini : depuis le 1er janvier, un simple changement de coefficient a fait sortir environ 850 000 logements du statut de passoire sans aucuns travaux — pendant qu'une étude révélait qu'un tiers des logements pourtant classés A ou B offrent un confort d'été jugé insuffisant.

Sources : compte-rendu du Conseil des ministres du 24/06 (info.gouv.fr) ; dossier de presse (ecologie.gouv.fr) ; étude Pouget Consultants-IGNES (16/06).

D. LE CORPS SOUS PRESSION

Près de dix ans après #MeToo, en plein discours « body positive », on aurait pu croire les Français réconciliés avec leur corps. Un sondage Ifop réalisé pour Darwin Nutrition auprès de 3 004 personnes, dévoilé le 24 juin, montre l'inverse : l'insatisfaction corporelle n'a jamais été aussi forte depuis cinquante ans. Près de deux Françaises sur trois se disent mécontentes de leur poids — une proportion qui a presque doublé en trente ans — et le malaise gagne désormais les hommes. Il frappe d'abord les femmes, et se déconnecte du corps réel : il touche largement des personnes de corpulence considérée comme normale. Pour l'Ifop, les réseaux sociaux et leurs idéaux de silhouette pèsent lourd dans ce paradoxe — comme si l'acceptation des corps était devenue un mot d'ordre que l'on répète volontiers, sans cesser pour autant de se juger soi-même. La norme, elle, n'a pas désarmé.

Sources : sondage Ifop pour Darwin Nutrition (24/06, 3 004 personnes).

Comment va la planète

L'état du vivant, en quelques relevés.

A. TOTALENERGIES : LE SCOPE 3, MAIS PAS LA PRODUCTION

Le 25 juin, la 34e chambre du tribunal judiciaire de Paris a jugé incomplet le plan de vigilance de TotalEnergies, faute d'y intégrer les émissions dites de « scope 3 » — celles liées à l'usage final des produits vendus, qui pèsent près de 90 % de l'empreinte du groupe. Le tribunal consacre ainsi l'entrée du climat dans le devoir de vigilance, et donne au pétrolier six mois pour compléter son plan, sous exécution provisoire. Mais il a refusé d'imposer une baisse de production ou une cible chiffrée — les associations réclamaient -37 % de pétrole et -25 % de gaz d'ici 2030 : il oblige à cartographier le risque, pas à infléchir la trajectoire. Portée depuis 2019 par Notre Affaire à Tous, Sherpa, France Nature Environnement et ZEA, rejointes par la Ville de Paris, l'affaire est renvoyée au 21 janvier 2027 pour vérification.

Sources : jugement du TJ de Paris (34e ch.), 25/06 ; communiqués des parties (Notre Affaire à Tous ; TotalEnergies).

B. ALBANIE : LA RÉVOLUTION DES FLAMANTS ROSES

Depuis le 23 mai, l'Albanie vit sa plus longue mobilisation depuis des années. Partie du village de Zvërnec, étendue à Tirana après l'agression de manifestants par des vigiles le 30 mai, la contestation ne faiblit pas : fin juin, ils étaient encore des milliers, flamants de carton à la main, à défilier chaque soir dans la capitale (26 et 27 juin). En cause : un complexe touristique de luxe de 1,4 milliard d'euros lié à Jared Kushner et Ivanka Trump, projeté sur l'île de Sazan et dans le paysage protégé de Vjosa-Narta, l'un des derniers deltas intacts de Méditerranée et le seul site de reproduction des flamants roses du pays — d'où le nom du mouvement. D'abord environnemental, il s'est élargi à la dénonciation de la corruption et réclame désormais le départ du Premier ministre Edi Rama ; l'agence albanaise anti-corruption a ouvert une enquête sur le projet. Comme dans l'affaire TotalEnergies, la même tension affleure : le droit et la rue contre la destruction d'un milieu au nom d'intérêts privés.

Sources : Reporter.al (BIRN) ; Associated Press ; Reuters ; PPNEA.

Sciences & idées

Ce que la semaine apprend, et ce qu'elle fait penser.

A. UN INSTITUT, UN NOM, UNE QUESTION

Polytechnique a annoncé, le 25 juin, qu'elle accueillera sur le plateau de Saclay, d'ici 2030, un Institut de mathématiques et des sciences fondamentales portant le nom de Bernard Arnault, qui le finance à hauteur de 50 millions d'euros via sa holding Agache, dans le cadre de la campagne « Servir la science » de la Fondation de l'X. La directrice générale de l'École, Laura Chaubard, salue un « don historique ». Tous ne l'entendent pas ainsi. Le retour de la galaxie Arnault sur le plateau n'est pas anodin : en 2023, LVMH avait renoncé à y installer son centre de recherche Gaïa — un projet de plus de 100 millions d'euros — après l'opposition d'élèves et d'anciens élèves de l'X. Le don d'aujourd'hui nourrit la recherche fondamentale ; il accole aussi, durablement, le nom d'une fortune privée au fronton d'une institution publique. Les deux sont vrais.

Sources : communiqué Polytechnique (25/06) ; déclarations de L. Chaubard ; presse (précédent LVMH Gaïa, 2023).

B. LA BALLE, ET LES MOTS

La même semaine, une autre idée, plus discrète, fait son chemin : la « ping-thérapie ». En érigeant la santé en grande cause fédérale pour 2026, la Fédération française de tennis de table a donné un nom et des moyens à une pratique qui détourne la table et la balle vers le soin. Le « Ping santé sur prescription » accompagne, avec des éducateurs formés et en lien avec les médecins, des personnes atteintes de maladies chroniques ou neuro-évolutives : quarante-deux clubs accueillent des patients Alzheimer, soixante-dix-huit proposent une offre Parkinson. Le ping sollicite à la fois le corps et l'esprit — coordination, attention, décision — mais c'est le lien qu'il travaille d'abord : on y est tour à tour actif et à l'écoute, on attend la balle, on ose l'attaque, on rejoue le conflit sans danger. Une médiation par le jeu, où l'on échange des balles pour, peu à peu, rouvrir l'échange des mots.

Sources : Fédération française de tennis de table (santé, grande cause fédérale 2026) ; bilan du programme Ping Santé.

Culture

Ce qui se lit, se voit et s'écoute.

A. Marc Bloch, l'historien et sa mémoire disputée

L'historien d'abord. Il est des historiens, et il est ceux qui changent la manière d'en faire : Marc Bloch fut des seconds. Cofondateur, en 1929, de la revue des *Annales*, il a déplacé le regard de la chronique des rois vers les sociétés, les paysages, le travail des hommes ordinaires. Sa méthode tenait en une exigence : ne jamais prendre le mot pour la preuve, vérifier que ce qu'on nomme correspond à ce qui fut. En 1940, témoin du désastre, il en livre à chaud l'autopsie dans « L'Étrange Défaite », où il n'épargne personne, et lui-même moins que tout autre.

Juif, patriote, universitaire reconnu, il aurait pu se tenir à l'écart. Il rejoint la Résistance au sein du mouvement Franc-Tireur. Arrêté le 8 mars 1944 par une équipe dirigée par le milicien Francis André, remis à la Gestapo et torturé, il est fusillé le 16 juin 1944 à Saint-Didier-de-Formans, près de Lyon. Sur sa tombe, l'épithète qu'il avait choisie : « dilexit veritatem » — il a aimé la vérité.

C'est cette figure que la cérémonie du 23 juin a voulu honorer, et qu'une bataille de mémoire a aussitôt disputée. Depuis des années, le Rassemblement national cite volontiers l'historien-soldat — un usage que ses descendants jugent opportuniste et contraire à ce qu'il fut. La famille a demandé que le parti ne paraisse pas à la cérémonie ; Jordan Bardella a fait savoir qu'aucun représentant du RN ne viendrait. Sa petite-fille, Suzette Bloch, l'a dit sans détour sur France Inter : le RN, ce sont pour elle « les héritiers de la Waffen-SS qui ont assassiné [son] grand-père ». La formule est vive — à la lettre, Bloch fut fusillé par la Gestapo, non par la branche combattante de la SS — mais elle dit le refus, par les siens, d'une captation.

Faut-il pour autant ranger Bloch « à gauche » comme on coche une case ? Il ne militait dans aucun parti, et l'honnêteté oblige à le dire. Mais ses valeurs ne trompent pas : héritier des Lumières et de 1789, antifasciste, universaliste, attentif à la question sociale. Le revendiquer à l'extrême droite est un contresens sur l'homme ; le reconnaître à gauche, sur ces valeurs-là, reste fidèle à ce qu'il fut. Au fond, le meilleur hommage qu'on puisse lui rendre est celui de sa propre méthode : vérifier que le nom colle à la chose.

Sources : œuvres de Marc Bloch ; travaux d'Olivier Lévy-Dumoulin (biographe) ; déclarations de Suzette et Matis Bloch (France Inter / franceinfo, 23/06) ; Élysée (23/06).

B. Simonne Bloch, l'effacée

On entre au Panthéon par son œuvre, ou par son nom. Simonne Bloch y entre par un vide : un cénotaphe, tombeau sans corps, pour une femme que l'histoire a deux fois effacée.

Née Simonne Vidal le 14 février 1894 à Dieppe, elle s'engage à vingt-deux ans comme infirmière volontaire et reçoit la médaille de la Reconnaissance française. Devenue l'épouse de Marc Bloch, elle est aussi sa secrétaire et son assistante de recherche — ce travail intellectuel de l'ombre, jamais signé, qu'on a si longtemps tenu pour rien. Elle élève six enfants. Elle meurt le 2 juillet 1944 d'un cancer de l'estomac, sous le faux nom de « Simone Marie Perrier », ignorant que son mari a été fusillé seize jours plus tôt.

L'effacement ne s'arrête pas à sa mort. En 1954, son corps est exhumé puis incinéré sans que la famille en soit avertie — un fait établi par l'enquête de l'historien Stéphane Nivet. Au Panthéon, faute de dépouille, elle n'a donc qu'un tombeau vide.

La cérémonie du 23 juin lui a rendu une présence. On y a entendu la « Ballade triste », poème écrit par Marc Bloch en 1943, mis en musique et interprété par Vincent Delerm et Anne Sila — les mots d'un homme à celle qu'il aimait, portés enfin par d'autres voix.

Sources : état civil ; travaux de Stéphane Nivet ; programme de la cérémonie du Panthéon (23/06).

Sport & exploits

Le geste, l'exploit, et ce qu'ils disent de nous.

A. L'OMBRE DU MONDIAL

Pendant que la Coupe du monde bat son plein, une statistique mérite d'être regardée en face, sans sensationnalisme. Une étude de l'université de Lancaster (2014, "Journal of Research in Crime and Delinquency"), fondée sur les plaintes enregistrées par la police, a montré que les signalements de violences conjugales augmentaient les jours de match de l'équipe nationale : +26 % en cas de victoire ou de nul, +38 % en cas de défaite, +11 % le lendemain. Une étude américaine sur la NFL relève une hausse comparable (+10 %). Le football n'est pas la cause — la violence est déjà là ; il agit comme révélateur et amplificateur (alcool, frustration, exutoire). Le mot qui revient chez les chercheurs est « prétexte ». En parler, ce n'est pas accuser un sport : c'est refuser que l'événement serve de paravent. [Si besoin d'aide : le 3919 est joignable.]

Sources : Kirby, Francis & O'Flaherty, « Journal of Research in Crime and Delinquency » (2014), données Lancashire Constabulary ; Card & Dahl (NFL, 2011).

B. LE CAP-VERT TUTOIE LES ÉTOILES

Pour sa toute première participation à une Coupe du monde, le Cap-Vert — un archipel d'à peine 500 000 habitants — s'est qualifié, le 26 juin, pour le tableau à élimination directe. Versés dans le groupe de l'Espagne, championne d'Europe, et de l'Uruguay, les Requins bleus du sélectionneur Pedro « Bubista » n'ont pas connu la défaite : un nul héroïque contre l'Espagne (0-0), un partage convaincant avec l'Uruguay (2-2), puis un dernier 0-0 face à l'Arabie saoudite qui leur a assuré la deuxième place. La marche suivante sera immense — un cador les attend. Mais l'exploit est déjà accompli : rares sont les nations aussi peu peuplées à avoir atteint ce stade. Le football tient parfois sa promesse, celle d'un jeu où un archipel peut regarder un empire dans les yeux.

Source : FIFA ; France 24 ; AFP.

LA MESURE

Un chiffre, son contexte, sa portée.

84

l'indice de confiance des ménages (INSEE, juin 2026)

Source : INSEE, enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages (juin 2026) ; projections macroéconomiques de la Banque de France (juin 2026).

C'est, en juin 2026, le niveau de l'indicateur de confiance des ménages mesuré par l'INSEE — seize points sous sa moyenne de longue période (100). Il remonte légèrement, de deux points ; mais un signal résiste : l'opinion des Français sur leur niveau de vie passé tombe à son plus bas depuis octobre 2023. Autrement dit, beaucoup se sentent plus pauvres qu'avant. Les causes se cumulent — une inflation ravivée (la Banque de France a relevé sa prévision 2026 à 2,5 %), une croissance révisée à la baisse, autour de 0,5 %, des craintes sur l'emploi qui repartent, et un pouvoir d'achat qui, dans les faits, ne progresse plus. Le chiffre ne dit pas la misère ; il dit la lassitude — celle d'un pays qui a le sentiment, mois après mois, de courir pour rester sur place.

À propos de Mesure.

Le journal

Mesure. est un hebdomadaire indépendant, sans publicité, qui paraît chaque dimanche. Il propose une lecture de l'actualité de la semaine — française, internationale, scientifique, culturelle, sportive — selon un angle choisi et assumé. Mesure. ne prétend pas à la neutralité ; il promet la rigueur factuelle et la transparence sur ses choix. « Le commentaire est libre, mais les faits sont sacrés. » — C. P. Scott, 1921.

Une rédaction, une méthode

Mesure. est rédigé par J/G, avec l'assistance d'un grand modèle de langage employé pour la collecte d'informations, la vérification croisée des sources et la mise en forme préliminaire. Toute information fait l'objet d'une double source primaire vérifiée avant publication. Aucun texte n'est publié tel que produit par le modèle. La signature engage personnellement.

Discipline éditoriale

Les faits sont sacrés : tout chiffre, toute citation est vérifié à la source primaire. Les forces plutôt que les personnes : Mesure. parle des mouvements et des institutions plus que des individus qui les incarnent, sans jamais sacrifier la clarté. Les niveaux séparés : les rubriques d'information rapportent ; les analyses, signées, prennent position.

Un journal qui évolue

Cette page « À propos » paraît à chaque numéro, pour que tout lecteur sache d'emblée comment le journal travaille. Quand un choix de fond est décidé — tel le report d'une analyse à un hors-série —, il est explicité dans le numéro qui le porte.

Erreurs et corrections

Toute remarque ou correction est lue et prise au sérieux. Si une information s'avère erronée, une correction paraît dans le numéro suivant, sans détour.

— J/G, rédacteur.